

Séminaire 2017-2018

Collège des Bernardins (20, rue de Poissy 75005 Paris)

Mercredi 18h-20h

Claude Proeschel (Univ. de Lorraine, GSRL-CNRS) / Sylvie Toscer-Angot (UPEC, GSRL-CNRS)

Compte tenu du nombre de places limité dans la salle, une *confirmation de présence est indispensable* auprès de claude.proeschel@wanadoo.fr et angot.sylvie@orange.fr

Le religieux dans l'espace européen, une gouvernance multi-niveaux : acteurs politiques, judiciaires et religieux

On observe aujourd'hui dans l'espace européen et nord-américain une augmentation spectaculaire des controverses relatives à des questions aussi diverses que la construction de lieux de culte, la présence de symboles religieux dans les lieux publics, les normes vestimentaires, l'abattage rituel, la pratique religieuse dans le cadre professionnel, la discrimination religieuse... etc. La notion de gouvernance apparue dans les années 1980, permet de montrer, d'une part, que la régulation du religieux s'exerce aujourd'hui à différents niveaux (local, national, international ou supranational), mais qu'elle relève aussi de plusieurs catégories d'acteurs : politiques, judiciaires, acteurs de la société civile, qui interagissent et interfèrent mutuellement.

Ce séminaire se propose plus précisément de recourir à la notion de « gouvernance multi-niveaux » pour analyser l'entrecroisement des différents niveaux de régulation du fait religieux dans ses dimensions politiques et géopolitiques, dans les sociétés européennes et nord-américaines contemporaines. Il s'attachera à croiser des travaux empiriques sur les conflits autour du religieux, afin de confronter ainsi la réalité des accommodements locaux aux dispositifs nationaux de régulation du religieux. L'analyse de la gouvernance du religieux contribuera également à nous renseigner sur les mutations plus globales de la gouvernance des sociétés étudiées.

L'ambition est également d'étudier le rôle des juridictions internationales ou supranationales, en particulier l'impact des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) ou d'autres instances européennes sur les politiques publiques en matière religieuse à l'échelle nationale. Le niveau de régulation supranationale pose la question de savoir comment les différents niveaux territoriaux s'articulent et comment la gouvernance du religieux s'en trouve affectée (discrimination, droits de l'homme, minorités...).

On se propose enfin d'examiner le concept de *soft power* appliqué aux acteurs religieux, la capacité d'action et d'influence de ces derniers s'étant considérablement accrue, tant en termes de territoire - géographique ou symbolique - que de puissance ou d'efficacité. Faut-il y voir des facteurs de déstabilisation, de conflit ou de médiation, de dialogue, voire de démocratisation ? Cette gouvernance multi-niveaux conduit-elle à une perte de monopole du politique dans la régulation du religieux et à la consécration de l'Etat de droit ?

Programme des séances

24 janvier 2018: « Politiques publiques et gouvernance multi-niveaux en matière religieuse », Claire de Galembert (Institut des sciences sociales du politique, ENS-CNRS)

14 février 2018: « Réfugiés et migrants : enjeux politiques et géopolitiques » Catherine Whitol de Wenden (CERI, Sciences Po)

14 mars 2018: « Acteurs interreligieux et gouvernance de la religion en Europe », Mar Griera (Université autonome de Barcelone)

4 avril 2018 : « La CEDH face à la liberté religieuse et au pluralisme religieux », Lisa Harms (Université de Göttingen)

23 mai 2018: « La gouvernance locale en France à l'encontre de l'idéologie républicaine ? », Julia Martinez (Université de Groningen)

13 Juin 2018: « La gouvernance du religieux : le cas de la Russie », Kathy Rousselet (CERI, Sciences Po)